

Cette même année le prince et la princesse Henri arrivèrent déjà le 24 septembre à Luxembourg *) où on leur réserva un accueil aussi chaleureux que significatif. Les journaux rapportent que « même les balcons et les fenêtres étaient ornés de couronnes reliées par des guirlandes et des banderoles. »

Le 25 septembre, à l'occasion de la visite que le prince Henri rendit à l'Exposition agricole de Diekirch, il fut impressionné par les paroles du bourgmestre FRANÇOIS se disant « anxieux du pays, de ses intérêts et de ses enfants ... quand on envisage ce que les événements récents ont fait de nationalités beaucoup plus importantes que la nôtre. » (33) C'est pour répondre à ces craintes aussi bien qu'à l'arrogance de la presse prussienne arrivée à son paroxysme après la victoire de Sadowa et exigeant sous une forme menaçante l'accession du Grand-Duché à la Confédération du Nord que le prince Henri prononça ce discours où il fit sien le refrain du *Feierwon* en disant : « Oui, je sais qu'on est inquiet dans le Luxembourg et si je suis venu dans le Grand-Duché, c'est une garantie, qu'il restera ce qu'il est ! »

La similitude des vues qui unissait le stadhouder et les dirigeants du pays dans le domaine de la politique étrangère était loin d'avoir son pareil dans les affaires intérieures du Grand-Duché. A la rentrée de l'Assemblée des Etats le prince Henri ne se gêna pas de tenter à imposer Félix DE BLOCHAUSEN comme président et successeur de Théodore PESCATORE (v. la biog. de celui-ci au fasc. II). Il en coûta aux députés pour écarter cette candidature et, en suivant les suggestions de Norbert Metz et de son « Courrier », pour élire le doyen d'âge Michel WITRY. Dans une lettre datée du 30 octobre le stadhouder croit devoir « exprimer franchement son opinion sur cette nomination » qu'il ne peut « pas considérer comme l'expression libre et spontanée de l'Assemblée, mais le résultat d'intrigues ourdies par deux membres du Gouvernement (Ernest Simons et Henri Vannérus), par aminosité personnelle contre M. de Bl. » (34)

Le remaniement ministériel du 3. 12. 1866, à la suite duquel les deux directeurs généraux susmentionnés quittèrent le cabinet Tornaco, indisposa vivement le lieutenant du roi qui reste à se demander : « Le tapage et le mauvais sang qu'on a trouvé bon de faire en vaut-il la peine ? Tant abstraitement qu'en présence de la gravité des temps actuels ? » La lettre contient aussi une algarade à l'adresse de Norbert Metz, bête noire de la maison d'Orange, qui eut « l'audace de faire discuter par l'Assemblée des Etats la demande de concession du Chemin de fer d'Athus à Lamadeleine, qui est une question purement gouvernementale. » (35)

A la suite du départ de Jean ULVELING et de l'entrée de J. F. L. DE COLNET D'HUART et de Félix DE BLOCHAUSEN dans le sixième cabinet

*) Généralement ils venaient chaque année en octobre pour résider à Walferdange jusqu'en février.